

L'OTAN, inquiète, demande à la Russie de préciser ses intentions

L'OTAN, inquiète de la multiplication de ses contentieux avec la Russie, lui a demandé hier de préciser ses intentions au sujet de l'accord sur le désarmement que Moscou a remis en cause la veille. L'Alliance souhaite des clarifications sur l'entrée en vigueur et l'étendue du "moratoire" sur le traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE) annoncé par le président russe Vladimir Poutine, a indiqué le porte-parole de l'Otan James Appathurai. A l'issue d'une réunion de deux jours des ministres des Affaires étrangères des 26 pays membres à Oslo, le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer a indiqué que "ça a fait l'effet d'une douche froide d'entendre Poutine et (le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï) Lavrov dire — quoique cela ne soit pas complètement clair pour moi — qu'il pourrait y avoir une suspension" du traité.

Signé en 1990 et modifié en 1999, le traité FCE prévoit des réductions des effectifs et des équipements militaires, et des inspections réciproques.

M. Lavrov, durant la réunion du Conseil Otan-Russie jeudi à Oslo, "a très fortement suggéré qu'un moratoire allait être mis en place", selon M. Appathurai.

"Les explications de M. Lavrov ont été utiles", a-t-il estimé, "mais les pays de



L'Alliance aimeraient une clarification sur un certain nombre de sujets".

La France, par l'intermédiaire du porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, a demandé hier à Moscou de revenir sur le moratoire.

A Oslo, le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a appelé à "éviter l'escalade".

"L'arithmétique de la Guerre froide avec ses quantités de véhicules blindés, de missiles et de troupes de chaque côté ne marche plus", a déclaré M. Steinmeier. M. Appathurai a souligné que l'Otan tenait à ses relations avec la Russie,

qui constitue "un lien stratégique fondamental pour toute l'Europe". MM. Poutine et Lavrov "en public comme en privé ont dit qu'ils souhaitaient" que les différends "soient discutés au sein du Conseil Otan-Russie", s'est-il félicité. Toutefois, a-t-il dit, "il serait stupide de ne pas s'inquiéter de la hausse de niveau de la rhétorique" opposant la Russie à l'Alliance atlantique.

Les chefs de la diplomatie des pays de l'Otan ont abordé hier d'autres sujets potentiellement conflictuels pour Moscou comme le Kosovo et les partenariats avec des pays des Balkans

et l'Ukraine. M. de Hoop Scheffer a appelé à un règlement rapide de la question du statut du Kosovo.

L'alternative est selon lui entre "un processus contrôlé avec une résolution claire du Conseil de sécurité de l'ONU dans les meilleurs délais" et "un processus incontrôlé avec des risques inimaginables".

L'Otan, qui entretient un contingent de 16 000 hommes dans la province indépendantiste serbe à majorité albanaise, la KFOR, depuis qu'elle en a chassé les forces serbes en 1999, redoute un pourrissement de la situation.

La KFOR devra veiller à la bonne exécution de la décision que doit prendre le Conseil de sécurité de l'ONU sur le statut définitif de la province.

Les ministres ont réaffirmé hier leur "total appui" aux recommandations de l'émissaire des Nations-Unies, Martti Ahtisaari, en faveur d'une indépendance sous supervision internationale, a indiqué M. Appathurai. Ils sont également d'accord pour en discuter avec la Russie, a-t-il ajouté. Mais devant ses col-

lègues de l'Otan, M. Lavrov a de nouveau laissé planer jeudi la menace d'un veto russe à une indépendance du Kosovo que refuse toujours le gouvernement de Belgrade, selon un responsable de l'Alliance.

Vendredi, M. Lavrov a qualifié d'"impérialiste" et de "totalement erronée, l'idée qu'il appartient aux Occidentaux et à la Russie de décider du statut du Kosovo", estimant qu'"il doit être par les deux parties directement concernées, Pristina et Belgrade".

ARRESTATIONS EN ARABIE SAOUDITE Les installations pétrolières et militaires visées

Certains des 172 terroristes présumés arrêtés en Arabie saoudite planifiaient des attentats contre des bases militaires et des installations pétrolières, y compris en lançant des attaques par avion, a déclaré hier le porte-parole du ministère de l'Intérieur. "Certains individus s'entraînaient au vol afin de mener leurs attaques terroristes", a déclaré le général Mansour al-Turki à l'AFP. "Certains membres des cellules arrêtées voulaient s'en prendre à des raffineries" et à des "bases militaires dans et hors" de l'Arabie saoudite, a-t-il ajouté. Il avait annoncé auparavant l'arrestation de 172 suspects, dont des ressortissants étrangers, ajoutant qu'ils étaient "membres de sept cellules du groupe déviant", soit la branche locale du réseau terroriste Al-Qaïda, selon la terminologie officielle. Il s'agit d'un des plus gros coups de filets annoncés en Arabie saoudite, qui mène campagne contre les militants d'Al-Qaïda depuis mai 2003, lorsque le royaume avait été frappé pour la première fois par des attentats, dont plusieurs ont visé des Occidentaux.

La Corne de l'Afrique promise à une extension des troubles

La Corne de l'Afrique, minée par la dégradation du conflit somalien et les relations exécrables entre l'Éthiopie et l'Erythrée, va vraisemblablement être confrontée à une augmentation des attentats et des attaques des rébellions régionales, préviennent des experts. Cette région déjà très troublée a connu ces derniers mois une nouvelle descente aux enfers, avec les pires combats dans la capitale somalienne Mogadiscio depuis 15 ans selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des attaques de rébellions et prises d'otages en Éthiopie. Soixante-huit Éthiopiens et neuf Chinois ont été tués mardi dans l'attaque d'un site pétrolier en Éthiopie revendiquée par le Front national de libération de l'Ogaden (ONLF), qui en outre retient en otages sept ouvriers chinois.

L'Erythrée et l'Éthiopie se sont mutuellement accusées d'être derrière tous ces troubles.

Si un embrasement total de la Corne n'est pas envisageable pour les experts interrogés par l'AFP, ceux-ci prédisent une multiplication d'attentats et d'attaques en Somalie, en Éthiopie, mais aussi en Erythrée et au Kenya.



"On ne va pas vers un embrasement mais vers une détérioration et des incidents discontinus", juge Roland Marchal, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) de Paris. "Il ne va pas y avoir de guerre totale mais une augmentation de la fréquence des incidents

qu'on a pu voir en Éthiopie", renchérit hier Cedric Barnes, chercheur à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres.

En Éthiopie, où "le régime est faible depuis l'échec du processus électoral en 2005", l'opposition "se rend compte que le pays est beau-

coup plus observé au plan international", souligne M. Marchal. Les rébellions vont selon lui "essayer de faire des coups", sachant que ces "actions auront plus de répercussions", à cause également du conflit somalien. Le soutien apporté depuis des années par l'Erythrée à l'ONLF est "un secret de Polichinelle", dit sous couvert d'anonymat un expert occidental basé en Afrique de l'Est. Il relève cependant que jamais ce groupe n'avait mené en Éthiopie une attaque aussi violente, ce qui laisse présager d'autres incidents graves.

Au Kenya, déjà frappé en 1998 et 2002 par des attaques revendiquées par Al-Qaïda, "il y a une possibilité que d'autres incidents aient lieu, notamment parce que la communauté musulmane (...) estime être injustement victime de la politique américaine" de lutte contre le terrorisme, explique M. Barnes. Estimant qu'une partie de l'opposition islamique est "en train d'être radicalisée" au Kenya, M. Marchal juge qu'"il y aura toujours des criminels qui vont tenter des actions". Le boubrier somalien inquiet aussi ces experts. Les insurgés, qui ont subi jeudi une

défaite majeure à Mogadiscio face à l'armée éthiopienne alliée au gouvernement somalien, "vont essayer de trouver de l'aide (...) chez les jihadistes", selon M. Marchal. "Aujourd'hui, on peut (encore) parler avec les gens qui ont des armes à Mogadiscio, mais dans six mois, ce sera plus pourri (...) on aura des gens avec une composition militaire jihadiste pas aussi accommodante", prévient-il. Même crainte pour M. Barnes, pour qui le "mouvement jihadiste international va trouver plus de soutien que jamais à Mogadiscio et cela attirera dans cette région des combattants étrangers qui mèneront des opérations-suicides".

Selon certains experts, aucune amélioration dans la Corne n'est possible sans deux conditions préalables : une réconciliation inclusive en Somalie et le règlement du différend frontalier entre Asmara et Addis Abeba, qui pourrit leurs relations depuis leur guerre (1998-2000). "On aura ainsi en Somalie une guerre conduite beaucoup plus par des logiques internes qu'une guerre par procuration entre l'Erythrée et l'Éthiopie", relève M. Marchal.